



**Convention internationale  
sur la protection des droits  
de tous les travailleurs  
migrants et des membres  
de leur famille**

Distr. générale  
18 novembre 2013  
Français  
Original: anglais

---

**Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs  
migrants et des membres de leur famille**

**Seizième session**

**Compte rendu analytique de la 188<sup>e</sup> séance**

Tenue au Palais Wilson, à Genève, le mardi 17 avril 2012, à 15 heures

*Président:* M. El-Jamri

**Sommaire**

Examen des rapports présentés par les États parties conformément à l'article 73  
de la Convention (*suite*)

*Rapport initial du Tadjikistan*

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

*La séance est ouverte à 15 h 5.*

**Examen des rapports présentés par les États parties conformément à l'article 73 de la Convention (suite)**

*Rapport initial du Tadjikistan (CMW/C/TJK/1, CMW/C/TJK/Q/1 and Add.1)*

1. *Sur l'invitation du Président, la délégation tadjike prend place à la table du Comité.*
2. **M. Mahmadaminov** (Tadjikistan) dit que la politique migratoire du Tadjikistan est fondée sur l'idée qu'il est important que des possibilités d'emploi adéquates existent. Plus de 100 000 jeunes arrivant sur le marché du travail chaque année après avoir achevé leurs études secondaires, le Gouvernement tadjik attache une grande importance au développement de centres de formation pour adultes qui dispensent non seulement des formations professionnelles de courte durée dans différentes branches mais aussi des cours de russe et d'anglais.
3. En 2011, quelque 44 000 demandeurs d'emploi, dont des travailleurs migrants, ont bénéficié de formations professionnelles, de cours de perfectionnement, de cours de recyclage et de programmes de certification des compétences. La moitié d'entre eux étaient des femmes et environ 10 000 étaient des personnes issues de familles pauvres, des personnes handicapées ou des orphelins. L'enseignement dispensé est conçu en fonction non seulement de la demande du marché du travail national mais aussi des besoins des personnes projetant d'aller travailler à l'étranger. D'autre part, le Gouvernement a conclu des accords avec l'Agence allemande pour la coopération internationale et l'Agence turque pour le développement et la coopération internationale aux fins de mettre en œuvre des projets communs dans le domaine de l'emploi et de créer des centres modernes de formation pour adultes.
4. Un programme de certification des compétences pour les travailleurs migrants tadjiks a été mis sur pied en 2011, une majorité de citoyens contraints d'aller chercher du travail à l'étranger ces dernières années n'ayant pas eu la certification nécessaire des compétences qu'ils avaient acquises en dehors du pays, ce qui était un obstacle à l'avancement de leur carrière. Près de 11 000 travailleurs migrants se sont vu décerner des certificats d'aptitude professionnelle grâce à ce programme.
5. Au cours des 20 dernières années, environ 1 million d'emplois ont été créés. Au cours de la même période, environ 245 000 chômeurs ont bénéficié d'une formation professionnelle financée par l'État. En outre, des centaines de salons de l'emploi ont été organisés grâce auxquels des milliers de chômeurs ont trouvé un travail décent. Des lois visant à améliorer les perspectives d'emploi des travailleurs migrants tadjiks qui rentrent au pays ont été promulguées conformément à la stratégie de migration des travailleurs pour 2011-2015; ces lois portent sur la formation, le microcrédit et l'aide à des formes légales de travail indépendant. Les agences pour l'emploi qui recrutent des travailleurs migrants pour des emplois à l'étranger ont été invitées à fournir une assistance aux membres de leur famille restés dans le pays.
6. La guerre civile qui a éclaté après l'accession du pays à l'indépendance continue néanmoins d'avoir des effets négatifs sur le marché du travail. Aussi le nombre de citoyens tadjiks qui tentent de trouver du travail à l'étranger, principalement en Fédération de Russie, au Kazakhstan et dans d'autres pays membres de la Communauté des États indépendants, a continué à augmenter. En outre, environ 80% des personnes à la recherche d'un emploi à l'étranger n'ont pas les qualifications qui leur permettraient d'être compétitifs sur les marchés du travail étrangers.
7. Le Programme par pays de promotion du travail décent pour la période 2011-2013 de l'Organisation internationale du Travail (OIT) joue un rôle important dans la protection

des droits des travailleurs migrants tadjiks. L'OIT a aussi pris une part active dans l'élaboration de la stratégie nationale de migration des travailleurs tadjiks pour 2011-2015. Des lois sur le salaire minimum, les pensions de retraite et d'autres mesures de protection sociale ont été adoptées conformément aux conventions de l'OIT ratifiées par le Tadjikistan. Parmi les autres mesures de protection sociale adoptées, il convient de mentionner une stratégie de réduction de la pauvreté pour 2010-2012, un programme de surveillance de la main-d'œuvre enfantine, la création d'un centre chargé d'établir des statistiques relatives au marché du travail et un site Web contenant des offres d'emploi. Des familles de travailleurs migrants dans le besoin ont bénéficié de services sociaux ciblés et de prestations pour un montant s'élevant à quelque 35 millions de somonis en 2011.

8. La législation nationale relative aux services sociaux actuellement en vigueur ne faisant pas de différence entre les travailleurs migrants étrangers officiellement reconnus et ceux qui ne le sont pas, ces deux catégories de travailleurs migrants jouissent de l'égalité d'accès à la protection sociale au Tadjikistan. Le Ministère du travail et de la protection sociale étudie les demandes des agences pour l'emploi qui recrutent des travailleurs à l'étranger, en tenant compte de la nécessité de protéger le marché national du travail. Les contrats de travail des travailleurs migrants étrangers réglementent les heures supplémentaires, les horaires de travail, les congés payés, les soins de santé et la protection sociale, entre autres. Un département du Ministère, chargé des questions relatives à la protection sociale, à l'emploi et aux migrations, qui inspecte les entreprises qui emploient des travailleurs étrangers pour s'assurer qu'elles respectent la loi, a publié plus de 200 conclusions. Les violations des lois relatives au travail entraînent des sanctions appropriées.

9. La Fédération de Russie examine actuellement un projet d'accord avec le Tadjikistan sur la sécurité sociale des travailleurs migrants. Un projet analogue a été rédigé et soumis au Kazakhstan. Un travail est en cours dont l'objectif est la ratification de la Convention sur le statut juridique des travailleurs migrants et des membres de leur famille de la Communauté des États indépendants.

10. Le projet d'entrée du pays à l'Organisation mondiale du commerce fait du règlement des questions relatives à la migration de la main-d'œuvre dans le cadre des accords internationaux une haute priorité. La délégation tadjike compte donc que l'examen par le Comité de son rapport initial aidera le Tadjikistan dans ses efforts pour mettre en œuvre la Convention.

11. **M. Devonaev** (Tadjikistan) dit que la politique migratoire tadjike vise à empêcher la croissance de l'immigration clandestine en créant un cadre juridique et réglementaire approprié, à aider le Gouvernement à œuvrer avec les pays hôtes à la création de conditions de travail et de vie satisfaisantes pour les travailleurs migrants et à associer les autorités locales et les organisations internationales et non gouvernementales au processus de régulation des flux migratoires. Le Gouvernement tadjik a adopté un cadre conceptuel de la politique migratoire en 1998 qui prend en considération l'ampleur de la population migrante et la diversité des types de processus migratoires. Ce cadre sert de base pour réguler les migrations et protéger les droits et les intérêts des citoyens tadjiks.

12. Un certain nombre de lois relatives à la gestion des flux migratoires ont été adoptées. Des accords réglementaires ont été conclus avec la Fédération de Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Bélarus et des accords sont en cours de négociation avec l'Ukraine, le Qatar, la République de Corée et d'autres pays. La législation nationale tient compte de toutes les obligations internationales contractées par le Tadjikistan. Le Service tadjik des migrations, créé en 2011, est chargé de réguler la migration de main-d'œuvre tadjike à l'étranger, d'assurer la formation professionnelle des travailleurs migrants, d'aider les citoyens à trouver du travail à l'étranger et de faire office d'organe de liaison pour les

travailleurs vivant à l'étranger. La stratégie nationale de migration des travailleurs fait partie intégrante de la stratégie nationale du développement jusqu'en 2015.

13. Le Gouvernement a eu pour principaux partenaires, pour examiner les questions législatives et réglementaires, la Banque mondiale, l'OIT et l'Organisation internationale des migrations (OIM), entre autres. En mars 2012, une commission interdépartementale de lutte contre la traite des personnes a organisé une réunion, avec l'aide de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, de l'OIM et de 27 organisations non gouvernementales de toutes les régions d'Asie centrale. En avril 2012, un conseil, composé de chefs de missions diplomatiques accréditées auprès du Tadjikistan, de représentants de groupes ethniques de la diaspora tadjike et d'organisations non gouvernementales, a été créé pour traiter des questions relatives aux migrations de main-d'œuvre et conseiller le Gouvernement à ce sujet.

14. Le Gouvernement s'emploie à tenir des registres plus précis sur le nombre de citoyens travaillant à l'étranger ou revenant de l'étranger. Au cours du seul deuxième semestre de 2011, quelque 140 réunions ont été tenues avec des responsables de l'application des lois de la Fédération de Russie et des organisations internationales et non gouvernementales dans le but d'améliorer la protection des droits des travailleurs migrants. Au cours de la même période, le Gouvernement a également examiné quelque 1 600 communications émanant de citoyens tadjiks travaillant à l'étranger, qui portaient, entre autres, sur le non-paiement du salaire, des demandes d'assistance juridique ou de rapatriement et la détention illégale de travailleurs migrants, et il est parvenu à résoudre un grand nombre de ces cas. Les autorités chargées de faire respecter la loi s'appliquent à enquêter sur tout manquement que font apparaître les cas portés à son attention.

15. La législation nationale stipule que les travailleurs migrants étrangers au Tadjikistan ont les mêmes droits en matière de travail que les citoyens tadjiks. Les employeurs tadjiks doivent obtenir une licence pour recruter des travailleurs migrants et le nombre d'étrangers autorisés à travailler dans le pays est soumis à un quota annuel. En 2011, quelque 4 000 étrangers de 47 pays, y compris la Chine, l'Afghanistan, la République islamique d'Iran, la Turquie et l'Ouzbékistan, ont été employés dans le pays.

16. Il convient d'utiliser les technologies de l'information pour contribuer à réguler les flux migratoires. À l'heure actuelle, les travailleurs migrants peuvent contacter le Service des migrations par courriel. Il existe aussi un site Web officiel contenant des informations pertinentes pour les travailleurs migrants et il est prévu d'y ajouter une liste de vacances de poste à l'étranger. Le premier numéro d'un journal destiné aux travailleurs migrants a également été publié. Le Gouvernement tadjik a l'intention d'utiliser toutes les ressources disponibles, y compris humaines, pour gérer avec succès les flux migratoires et remplir les obligations qui lui incombent en vertu de la Convention.

17. **M. Taghizade** dit qu'il y a lieu de féliciter la délégation pour son engagement et sa franchise. Il prend note avec satisfaction de l'adoption de la stratégie nationale de migration des travailleurs mais constate que, dans un certain nombre de domaines, l'application de la Convention en est encore à un stade très peu avancé. Citant l'exemple spécifique du projet de loi sur les migrations de travailleurs, il demande pourquoi celui-ci n'a pas encore été soumis au Parlement. Certains des termes employés dans le projet de loi soulèvent des questions, de même que certaines des restrictions qu'il prévoit d'appliquer aux droits des nationaux tadjiks en matière de migration. Il salue le fait que le Service des migrations est un organe indépendant mais se demande s'il dispose de suffisamment de ressources et de personnel formé pour faire face au très grand nombre d'émigrants tadjiks, si d'autres départements participent à la protection des droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille et quelles relations l'État partie entretient avec les pays de destination, en particulier la Fédération de Russie.

18. **M. Taghizade** demande comment l'État partie invite la Fédération de Russie à rendre des comptes au sujet du nombre disproportionné de décès de nationaux tadjiks dans ce pays chaque année, nombre qui est bien supérieur au taux moyen des accidents du travail. Quelles mesures l'État partie prend-il pour garantir le droit à la vie de ses citoyens? Il souhaiterait avoir des détails complémentaires sur les restrictions dont les immigrés, même mariés à un(e) tadjik(e), seraient l'objet en matière d'accès à la propriété et sur la manière dont celles-ci affectent les droits des enfants d'un couple mixte en cas de divorce. Il demande pourquoi la procédure pour obtenir le droit au séjour est parfois longue et pourquoi certaines dispositions ne s'appliquent qu'à certain groupes et régions. Il exprime les préoccupations que lui inspire le fait que les services consulaires auxquels ont accès les migrants tadjiks en Fédération de Russie ne semblent pas être suffisamment efficaces pour protéger leurs droits, garantir que les employeurs respectent les contrats et fournir l'aide nécessaire en cas de réclamation pour obtenir le paiement d'arriérés de salaires ou de prestations. Il apprécierait que l'État partie donne des informations complémentaires sur la manière dont il veille à ce que les migrants soient informés de leurs droits, la traduction de la Convention en tadjik ne semblant pas être disponible en ligne ou par l'intermédiaire des médias. Il souhaiterait en outre savoir quelles mesures sont prises pour combattre la corruption des agents des douanes chargés de délivrer les visas d'entrée et de sortie.

19. **M. Sevim** demande si le fait que 90% des migrants tadjiks travaillent ou résident en Fédération de Russie confère à cet État un rôle d'une influence disproportionnée dans la gestion des flux migratoires entre les deux pays et, si c'est le cas, comment cela affecte les droits des tadjiks en Fédération de Russie, et quelles mesures sont prises pour équilibrer la relation. Il souhaiterait savoir si les travailleurs migrants étrangers mariés à des nationaux tadjiks ont le droit d'accéder à la propriété. Selon l'article 10 de la Constitution, les instruments internationaux ratifiés par l'État partie font partie intégrante de son ordre juridique; or les tribunaux ne semblent pas invoquer directement la Convention dans leurs décisions. Il apprécierait donc que des exemples de décisions rendues par des tribunaux, montrant que les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme sont appliqués, soient donnés. Il demande de plus amples détails sur le contrat générique qui, selon les informations données par l'État partie, s'appliquera prochainement à l'ensemble des travailleurs migrants du pays. Enfin, il demande si les migrants tadjiks bénéficient des prestations de la sécurité sociale lorsqu'ils reviennent au Tadjikistan.

20. **M. El-Borai** demande des précisions sur la manière dont les nationaux tadjiks vivant à l'étranger exercent leur droit de vote.

21. **M. Carrión Mena** s'enquiert de la fiabilité des statistiques gouvernementales sur l'application de la politique migratoire, la nature et l'efficacité des accords bilatéraux passés avec des pays voisins sur des questions de migration, la gestion des flux d'envois de fonds vers le pays et hors de celui-ci, les mesures de lutte contre la corruption des douaniers et leur formation.

22. **M<sup>me</sup> Ladjel** souhaiterait savoir, compte tenu du fait que le Service des migrations a été transféré au Ministère de l'intérieur mais que la politique nationale pour l'emploi est établie par le Ministère du travail et de la protection sociale, quel rôle ce dernier joue dans les questions de migration de main d'œuvre

23. **M<sup>me</sup> Poussi** demande pourquoi le projet d'accord sur la sécurité sociale entre le Tadjikistan et la Fédération de Russie, à l'examen depuis 2007, n'a pas encore été adopté. Elle souhaiterait avoir davantage d'informations sur la situation des candidats à l'émigration dont les certificats médicaux officiels n'ont pas été reconnus par la Fédération de Russie ainsi que sur le mandat du Service des migrations. Elle demande ce que recouvre précisément la notion de «régulation des processus migratoires» dont il est question au paragraphe 27 du rapport de l'État partie (CMW/C/TJK/1).

24. **M. Kariyawasam** dit que le manque de statistiques dans le rapport est regrettable. Les services consulaires sont un des moyens dont disposent les pays exportateurs de main-d'œuvre pour garantir la pleine protection de leurs citoyens dans les pays de destination qui ne sont pas parties à la Convention. Cela étant, il souhaiterait savoir comment l'État partie entend remédier à l'insuffisance des services consulaires mis à la disposition de ses citoyens à l'étranger, en particulier en Fédération de Russie. De quelle importance est le corps diplomatique et comment prête-t-il assistance aux nationaux tadjiks? Il demande des précisions sur le sens des mots «condamnés illégalement» au paragraphe 141 du rapport initial.

25. **M<sup>me</sup> Miller-Stennett**, constatant que les membres de la famille restés au Tadjikistan sont particulièrement affectés lorsque les hommes soutiens de famille partent pour de longues périodes afin de pouvoir envoyer des fonds à la maison, demande quelles mesures sont prises pour faciliter la communication entre les travailleurs migrants et leur famille, pour atténuer les effets négatifs de leur absence sur les membres de la famille restés au pays, en particulier les femmes et les enfants, et pour promouvoir leur bien-être. Elle demande des informations complémentaires sur les services consulaires établis dans les pays de destination pour fournir de l'aide aux travailleurs migrants en cas de conflit du travail, en matière de soins de santé et de secours en cas de catastrophe naturelle, et leur donner des informations sur leurs droits et obligations, les procédures d'obtention d'un permis de travail, l'immigration, les risques inhérents aux migrations et la traite.

26. **M. Taghizade** dit que, la majorité des travailleurs migrants tadjiks étant recrutés par des organismes privés et non publics, il apprécierait d'avoir de plus amples détails sur les cas de violation de la loi par des employeurs privés, ainsi que des informations sur les éventuelles enquêtes menées et poursuites engagées. Il aimerait aussi avoir des renseignements complémentaires sur l'agence pour l'emploi Zamoni Yunus, qui a recruté des citoyens tadjiks pour travailler en Arabie Saoudite. Aucune indication claire n'a été donnée quant aux mesures qui ont été prises pour surveiller les agences pour l'emploi privées qui ne respectent pas leurs obligations contractuelles et autres envers les travailleurs migrants.

27. **M<sup>me</sup> Dicko** se dit préoccupée par le nombre élevé de travailleurs migrants tadjiks (plus de 780) qui sont morts à l'étranger et dont les dépouilles ont été rapatriées. Elle souhaiterait savoir combien parmi ces personnes ont été victimes de mort violente et dans quel secteur elles travaillaient. Elle souhaiterait également avoir de plus amples détails sur les mécanismes utilisés pour réguler les flux migratoires et sur les mesures prises pour améliorer la gestion des migrations. Un complément d'information serait utile à propos des mesures prises par le Tadjikistan pour conclure des accords avec les pays d'accueil sur la couverture sociale des travailleurs migrants.

*La séance est suspendue à 16 h 50; elle est reprise à 17 h 10.*

28. **M. Mahmadaminov** (Tadjikistan) dit que le Ministère des affaires étrangères est chargé, par l'intermédiaire de ses bureaux consulaires, des questions de migration. Des bureaux consulaires ont été ouverts récemment à Oufa et à Ekaterinbourg et sont présents actuellement dans presque toutes les régions de la Fédération de Russie. Le Ministère des affaires étrangères, le Ministère de l'intérieur, le Bureau du médiateur et le Ministère du travail sont en contact étroit avec les dirigeants de la diaspora tadjike en Fédération de Russie. Le Service des migrations compte parmi son personnel des fonctionnaires hautement qualifiés qui ont travaillé pendant de nombreuses années au Ministère du travail et dans d'autres départements.

29. **M. Devonaev** (Tadjikistan) dit que les efforts considérables que la création du Service des migrations en 2011 a nécessités ont ralenti l'adoption de la loi sur les travailleurs migrants tadjiks à l'étranger. Cependant, le Gouvernement examine

actuellement le projet de loi et des organisations non gouvernementales, telles que Perspektiva Plus et le Centre pour les droits de l'homme, ainsi que le Ministère de la justice, ont fait des recommandations utiles à ce sujet qui ont été dûment prises en compte. Il a confiance que la loi sera adoptée dans les prochains mois.

30. **M. Mahmaminov** (Tadjikistan) dit que le Ministère du travail et de la protection sociale, le Service pour l'emploi et le Ministère de l'éducation ont formé des fonctionnaires chargés de s'occuper des questions relatives aux migrations internes et internationales. Le Gouvernement tadjik travaille en étroite collaboration avec la Fédération de Russie, par les voies diplomatiques, pour que l'accord sur la couverture sociale des travailleurs migrants tadjiks soit bientôt signé. Les envois de fonds sont, de par la loi, exempts de taxes; les fonds sont transférés conformément aux accords passés entre la Banque nationale du Tadjikistan et des banques commerciales et autres de Fédération de Russie et d'autres pays. Un accord a été conclu récemment, aux termes duquel les travailleurs migrants bénéficient de taux d'intérêt attrayants sur leurs dépôts bancaires. Le Gouvernement a également réservé des fonds pour aider les travailleurs migrants ou des membres de leur famille à créer de petites entreprises. Il est prévu en outre de réformer le système des retraites en 2013 pour permettre aux travailleurs migrants de placer leur épargne retraite personnelle dans des organismes publics ou privés.

31. **M. Devonaev** (Tadjikistan) dit que le gouvernement tadjik a conclu un accord bilatéral avec la Fédération de Russie en octobre 2004 à Douchanbé, qui garantit les droits des travailleurs tadjiks en Fédération de Russie et ceux des travailleurs russes au Tadjikistan. Un groupe de travail russo – tadjik, créé conformément à l'accord, se réunit tous les ans pour examiner des questions relatives aux migrations de main-d'œuvre, et des organisations internationales et non gouvernementales participent aux délibérations. Conformément à l'accord, une réunion a été organisée en 2011 à Kazan, à l'issue de laquelle un centre de formation professionnelle pour les travailleurs migrants a été ouvert sous les auspices de l'Université technique d'État de Kazan. En vertu de cet accord, les bureaux du Service des migrations tadjik à Moscou et à Saint-Pétersbourg ont en outre été autorisés à délivrer des permis de travail et d'entrée aux migrants. Des dispositions ont également été prises pour l'enregistrement en ligne des personnes arrivant par avion ou par d'autres moyens de transport en Fédération de Russie.

32. **M. Jononov** (Tadjikistan) dit que le Ministère des affaires étrangères est en contact avec les travailleurs migrants tadjiks par l'intermédiaire de ses services consulaires et que trois nouveaux bureaux consulaires ont été ouverts récemment. Conformément aux règlements nationaux et aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, les migrants bénéficient de services en matière de protection de leurs droits et d'information sur des questions telles que l'éducation, le droit de retour et la délivrance de passeports. Le Ministère tient des réunions annuelles pour évaluer les services qu'il assure à ses citoyens à l'étranger. En 2012, le seul consulat de Moscou a traité 122 demandes de services émanant de nationaux tadjiks sur des questions concernant leurs droits fondamentaux et leur statut juridique, une aide financière ou le règlement de conflits.

33. **M. Mahmaminov** (Tadjikistan) dit que quatre tables rondes sur la situation des migrants en général, la protection sociale des travailleurs migrants et leur entrée sur le marché du travail ont eu lieu en 2011, avec la participation de représentants du Gouvernement, d'organisations non gouvernementales et d'organisations internationales. Une émission de télévision sur les problèmes auxquels les travailleurs migrants sont confrontés est diffusée deux fois par mois. La formation du personnel aux questions relatives à la protection sociale des migrants est une priorité pour le Gouvernement. Le Tadjikistan s'emploie à appliquer et à diffuser la Convention, dans la mesure où ses moyens le lui permettent, et espère continuer à faire des progrès dans les temps qui viennent.

34. **M. Jononov** (Tadjikistan) dit qu'au Tadjikistan il existe une loi spécifique sur les droits de vote des nationaux tadjiks vivant à l'étranger. Les migrants tadjiks peuvent voter dans les consulats qui disposent de tout le matériel de campagne nécessaire. Pour les dernières élections parlementaires qui ont eu lieu en 2010, des bureaux de vote ont été installés dans les consulats de villes d'Afghanistan, d'Allemagne, d'Autriche, du Bélarus, de Belgique, de Chine, d'Égypte, des Émirats arabes unis, des États-Unis d'Amérique, de la Fédération de Russie, d'Inde, du Japon, du Kazakhstan, du Pakistan et de la République islamique d'Iran, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de Turquie.

35. **M<sup>me</sup> Muhammadieva** (Tadjikistan), abordant la question de la fiabilité des statistiques gouvernementales, dit que les activités de l'Office de statistique consistent notamment à: collaborer avec des experts étrangers pour mettre au point une méthode permettant de suivre l'évolution du nombre de migrants; établir des statistiques officielles destinées à être publiées trimestriellement; normaliser les techniques de calcul et veiller à ce qu'elles soient appliquées dans l'ensemble du pays; actualiser les formulaires de recensement; établir des statistiques sur les migrations, y compris des séries de données séparées sur les migrations de main-d'œuvre; étudier les formulaires distribués dans les aéroports, les gares de chemin de fer et autres lieux de transit et tenir des registres semestriels sur le nombre de nationaux étrangers qui entrent dans le pays ainsi que le nombre d'entreprises nouvelles créées par des personnes ou des sociétés étrangères. Le Gouvernement a récemment donné pour instruction à l'Office de statistique de travailler en plus étroite collaboration avec le Service des migrations pour surveiller les flux migratoires. L'Office de statistique a du personnel spécialisé dans le domaine des migrations de main-d'œuvre qui se rend chaque trimestre dans les bureaux locaux de recensement. Le nombre de la population active nationale est calculé tous les ans et des mesures sont prises pour garantir que ceux qui en font partie ne soient comptés qu'une fois. Cette information est publiée tous les ans et est disponible sur le site Web de l'Office en tadjik, en russe et en anglais. L'Office envisage la possibilité d'intégrer des techniques d'information plus élaborées dans ses méthodes de collecte des données.

36. **M. Jononov** (Tadjikistan) dit qu'il y a six fonctionnaires consulaires à Moscou, deux à Ekaterinbourg, trois à Oufa et trois à Almaty. Les consulats tiennent des registres sur la présence et les mouvements des citoyens tadjiks à l'étranger ainsi que sur la nature et le lieu de leur emploi. Les migrants peuvent rechercher un emploi et déposer une plainte en ligne.

37. **M. Mahmaminov** (Tadjikistan) dit que le Gouvernement tadjik est conscient des risques que comportent les migrations et s'entretient de cette question avec les autorités des pays de destination. Le Tadjikistan entretient d'étroites relations de travail avec ces pays par les voies diplomatiques et ministérielles et en coopérant avec les différents organes chargés de veiller à l'application de la loi dans ces pays.

38. **M<sup>me</sup> Muhammadieva** (Tadjikistan) dit que l'Office de statistique a travaillé avec des consultants internationaux à l'élaboration d'un plan quinquennal visant à développer la collecte des données; le plan comporte une composante relative aux migrations de main-d'œuvre. Il portera sur la période comprise entre 2012 et 2017 et est actuellement examiné par le Ministère de l'économie et du commerce.

39. **M. Tall**, se référant à l'article 5 de la loi sur le barreau cité au paragraphe 56 du rapport, demande un complément d'information sur l'aide juridique à laquelle les nationaux étrangers ont accès et, en particulier, sur les critères d'admissibilité appliqués.

40. **M. Sevim** demande si l'accord relatif à la protection sociale qui doit être signé dans un proche avenir avec la Fédération de Russie est lié à l'accord de réadmission que cet État a proposé au Tadjikistan.



41. **M. Brillantes** demande si la délégation connaît la Fédération internationale des droits de l'homme et si celle-ci a joué un rôle dans l'élaboration du rapport.
42. **M. Jononov** (Tadjikistan) dit que la Suisse, l'Ukraine et la Fédération de Russie ont toutes proposé la conclusion d'accords de réadmission concernant les migrants entrés dans ces pays clandestinement. Toutefois, le Tadjikistan n'est pas encore en mesure de conclure de tels accords du fait des coûts très importants qu'ils entraînent.
43. **M. Carrión Mena** tient à préciser qu'il n'y a pas de migrants «clandestins».
44. **M. Jononov** (Tadjikistan) répond qu'il n'y a pas d'autres termes pour désigner une personne qui se trouve illégalement sur le territoire d'un autre pays.
45. **Le Président** rappelle que la Convention est le texte qui fait autorité en ce qui concerne la terminologie à employer et que le débat sur l'emploi des termes «clandestins» ou «irréguliers» a été tranché par l'Assemblée générale dans sa résolution 3449 (XXX). Il remercie la délégation et se déclare satisfait du dialogue constructif qui a eu lieu.

*La séance est levée à 17 h 55.*